

De réduire autant que possible les frais généraux de la production;

De diriger les efforts de chaque citoyen vers les travaux utiles dont il est le plus capable;

De donner à tous les capitaux dont nous disposons l'emploi le plus fructueux;

De tenir constamment nos regards fixés sur nos rivaux et sur l'état du marché universel.

Voyons quelle lumière ces aphorismes d'une sagesse vulgaire mais sûre peuvent jeter sur la question qui nous occupe.

CHAPITRE V

L'INTERÊT NATIONAL

On est à peu près d'accord aujourd'hui pour demander le gouvernement à bon marché, mais cet accord n'est que théorique, et nous sommes encore, bien plus que nous ne croyons, fidèles aux traditions de l'ancien régime. Quand les hommes d'Etat servaient le prince, et non le peuple, ils ne songeaient qu'à accroître les revenus du prince, et la prospérité du peuple n'était désirable à leurs yeux que parce qu'elle rendait cet accroissement facile. On admettait que les taxes étaient toujours assez justifiées, pourvu qu'elles fussent aisément payées. Nos meilleurs rois, on les compte, reculaient devant l'idée de fouler

leurs sujets, mais il ne paraît pas que jamais on ait cru, avant la Révolution, que les contributions publiques doivent avoir pour limite les besoins réels de l'Etat, et non les facultés des citoyens. On ne savait pas que ceux-ci donnent toujours trop, si riches qu'ils soient, quand leur tribut n'est pas uniquement consacré au service du pays. Même quand l'impôt était visiblement excessif, le souverain employait toujours une assez large portion de son revenu à entretenir le luxe de ses courtisans, de ses maîtresses, des privilégiés qui rehaussaient l'éclat du trône ou qui prétendaient en assurer la solidité. Sauf quelques périodes d'aisance, courtes et rares, l'histoire financière de la monarchie française nous offre constamment le tableau d'un gouvernement gêné pressurant la nation. Cependant à toutes les époques, en dehors des dépenses utiles où l'on subvenait à grand'peine, il y avait des prodigalités qui nous paraîtraient à la fois absurdes et odieuses, si nous ne savions que le roi était un maître, et non un gérant. Tandis que les troupes avaient faim, que les rentiers se voyaient retrancher un quartier ou deux, la cour de France continuait d'éblouir l'univers par sa splendeur, et les

grâces continuaient de pleuvoir sur les satellites du soleil. Louis XIV jugé comme le directeur d'une société par actions n'échapperait sans doute à aucune des condamnations dont le code pénal menace les mandataires infidèles et les administrateurs malhonnêtes. Mais une telle idée était loin de tous les esprits ; si la nation eût été sous le grand roi aussi heureuse qu'elle fut misérable, les moralistes les plus sévères eussent trouvé bon qu'il jetât par les fenêtres de Versailles et de Marly l'argent de ses sujets : le blâme commençait à l'oppression.

A côté du prince, il y avait la féodalité. Il restait bien peu de chose, en 89, de la féodalité politique et militaire, mais la féodalité fiscale subsistait tout entière. Ce n'était pas seulement la noblesse qui ne contribuait pas comme le peuple à remplir le trésor, mais qui contribuait de mille façons diverses à le vider. Mais le clergé, outre ses immenses propriétés, percevait la dîme des fruits de la terre, et levait des taxes forcées sur les actes obligatoires de la vie religieuse. Plus exigeante peut-être que le clergé, la justice, lente, cruelle, inique, absorbait par une multitude de sucoirs la substance des citoyens. C'était une féo-

dalité nouvelle, car les charges étaient héréditaires et vénales, et les bénéfices de tous ces chats fourrés se mesuraient, non à leurs services, mais au prix dont ils avaient payé leur privilège. La France était bien une grande société par actions, mais les classes laborieuses, depuis l'humble laboureur jusqu'au riche fabricant, n'étaient qu'une sorte de matière première, un bétail mal soigné et bien tondu ; les actionnaires, c'étaient les gens de robe et d'épée, qui se partageaient tout ce que le gérant irresponsable n'avait pas dévoré.

Il s'en faut que la Révolution ait changé tout cela. Sans doute, il n'y a plus de roi, plus de clergé opulent, plus de noblesse qui forme une caste légale et un ordre dans l'Etat. Mais les frais de l'administration et de la justice sont encore déterminés par les besoins ou, comme on dit audacieusement, par les droits des fonctionnaires et des officiers ministériels bien plus que par l'intérêt public ou par la valeur des services rendus. La tradition toute-puissante, la coalition des employés, qui forment le gouvernement, avec les quémandeurs d'emploi, qui font les lois et règlent les comptes, maintiennent à un taux exorbitant les dépenses générales de la société. Les impôts

sont excessifs ; l'industrie agricole comme l'industrie manufacturière gémissent sous un fardeau qui dépasse leurs forces, et qui les réduit à une infériorité croissante vis-à-vis de la concurrence étrangère. On en vient à considérer comme des fléaux les progrès même de la civilisation, à maudire les chemins de fer, les canaux et les ports, à chercher dans les droits de douane un remède à la facilité des communications, au bon marché des transports, aux inventions qui rapprochent les hommes et les produits.

Je ne puis entrer ici dans le détail des allègements possibles et des suppressions désirables, mais la cause que je soutiens serait à moitié gagnée si l'on était bien convaincu de la nécessité de soulager le travail national. Donnez-moi des législateurs qui veuillent appliquer à la gestion des affaires du pays les principes de prudence et de probité dont n'oserait se départir un fabricant sérieux et honnête, qui non seulement soient résolus à ne pas dépenser plus d'argent que le peuple n'en peut payer, mais qui considèrent les impôts comme une cause d'infériorité dans la lutte pour l'existence. Etablissons que les frais généraux de la production sont comme les sur-

charges qu'on impose à certains chevaux de course; ils courent encore, mais ils sont vaincus. Réclamons enfin des réformes qui épargnent le temps et l'argent des citoyens dans leurs rapports avec le pouvoir, qui ramènent le gouvernement à son véritable rôle de garant de la propriété et de la sécurité. Efforçons-nous de ne payer à cette agence d'assurances forcées que la prime qui lui est exactement nécessaire, et nos idées sur l'instruction publique changeront avec l'idée que nous nous faisons des droits et des devoirs de l'Etat. Car nous voudrions moins de fonctionnaires, et nous n'élèverons plus la jeunesse en vue des fonctions publiques. Nous ne ferons plus des collèges le séminaire d'une sorte de clergé laïque, la pépinière d'une féodalité nouvelle.

A quelque point de vue qu'on se place, on avouera que la prospérité d'un pays tient en grande partie à la bonne répartition des vocations, et que l'éducation exerce une influence presque irrésistible sur le goût des jeunes gens qui font choix d'une profession. Ce n'est pas assez que chaque emploi public ou privé soit occupé par des hommes d'une capacité suffisante,

il faut aussi que certaines carrières ne soient pas encombrées et d'autres désertées. Beaucoup d'appelés et peu d'élus, c'est la formule du désordre et du malaise social. Certaines républiques de l'Amérique espagnole comptent autant de généraux que de soldats, et presque autant de chefs de parti que de notables; faut-il ajouter que l'Etat n'est pas pour cela mieux défendu ni mieux gouverné? Pendant que tout le monde aspire aux honneurs ou aux galons, le commerce et l'industrie sont aux mains des étrangers.

Le défaut d'équilibre entre les diverses professions est pour le corps social une sorte de monstruosité; il y a excès de développement d'un côté, arrêt de développement de l'autre: hypertrophie et atrophie. L'histoire nous offre de nombreux exemples de cette maladie à double face. Le plus souvent c'est l'agriculture qui est frappée d'atrophie. L'empire romain fut épuisé par l'afflux de la population dans les villes. On a dit que la découverte du Nouveau-Monde avait préparé la décadence de l'Espagne en faisant désertifier les travaux de la paix; il est permis de croire que l'amour de la vie religieuse et la multiplication des couvents firent plus de tort à la

Péninsule que l'émigration, qui est rarement excessive.

Les sociétés anciennes, qui reposaient sur l'esclavage, supportaient sans doute plus facilement une telle rupture d'équilibre ; le travail forcé suppléait en partie à ce que le travail libre avait d'insuffisant. Les citoyens pouvaient vivre dans les camps ou sur la place publique, sans que la richesse ou l'existence même de la nation fussent rapidement compromises. Comme les modernes n'ont pas cette ressource, le mal éclate chez eux en symptômes plus prompts.

Dans une usine ou dans une maison de commerce, il arrive naturellement que certains emplois sont beaucoup plus recherchés que les autres, sans que pour cela les uns soient abandonnés et les autres envahis. C'est qu'une volonté inflexible et une évidente nécessité ne permettent pas que les cadres soient brisés et les rangs confondus. Si l'autorité d'un chef ne maintenait dans l'ordre les choses et les gens, la ruine de l'entreprise ne tarderait pas à dissoudre une combinaison instable. Mais un État ne se gouverne pas comme une fabrique ou un magasin. Aucun pouvoir n'impose aux parents la voie où ils doivent

pousser leurs fils, ni aux jeunes gens la voie où ils doivent chercher fortune. Sans doute le besoin finit par mettre chacun à sa place, mais au prix de souffrances profondes, après des tentatives qui gaspillent le temps et les forces, après des échecs qui laissent des blessures souvent incurables, qui mortifient l'amour-propre, qui aigrissent ou débilitent les caractères.

Il est reconnu que le grand nombre des déclassés est le pire des fléaux, une cause de révolutions fréquentes et de malaise continu. Les déclassés sont les plus dangereux des mécontents, parce que leur mécontentement ne voit d'autre issue qu'un bouleversement. Tout homme qui aspire à changer de position et qui n'en peut changer par le cours naturel des choses, comme un commerçant qui s'enrichit et un officier qui monte en grade, tout homme qui se sent acculé dans une impasse, s'acquitte mal d'une tâche qui lui est odieuse, et trouble ceux qu'il envie dans l'accomplissement de la fonction qu'il convoite.

Il y a des gens que la faiblesse de leur intelligence ou les vices de leur caractère condamnent à déchoir ou du moins à piétiner sur place. Mais ces vaincus de la vie ne sont pas les plus redou-

tables des déclassés. Ils ne peuvent échapper entièrement à la conscience de leur infériorité, ni se dissimuler ce qu'il y a de légitime dans leur défaite, et d'ailleurs cette défaite même tient le plus souvent à des causes qui les rendent impuissants pour le mal comme pour le bien. Les déclassés qu'il faut craindre sont ceux qui se voient battus avant d'avoir engagé la lutte, parce que la carrière leur est fermée avant qu'ils aient pu s'y élancer. Ils se sont armés, exercés, entraînés, on leur refuse le combat. Leur ressentiment est d'autant plus âpre qu'ils ne se sentent pas coupables de leur malheur, d'autant plus actif qu'ils ont toutes leurs forces : ils sont irrités, et non paralysés. Ils n'ont pas manqué à leur destinée, c'est la destinée qui leur fait banqueroute. Ils débutent dans la vie avec une colère de créanciers frustrés. Ils se croient victimes d'une grande injustice, et l'opinion publique incline à les tenir, en effet, pour victimes. Aussi y a-t-il beaucoup de chances pour qu'ils prennent leur revanche, soit qu'ils enlèvent d'assaut, à la faveur d'un revirement politique, les postes qu'ils convoitent, soit qu'ils obligent le gouvernement à élargir ses cadres pour leur faire place. Dans le premier cas

les déclassés d'hier passent dans les rangs des satisfaits, mais aussi les satisfaits de la veille deviennent des déclassés ; dans le second, les professions improductives font vivre un plus grand nombre de citoyens aux dépens des professions productives.

Car il y a des professions productives et des professions improductives ; ces dernières, d'ailleurs, ne sont pas nécessairement des professions parasites. L'agriculteur, le commerçant, l'industriel, ouvrier, contre-maître ou patron, accroissent par leur travail la somme des objets nécessaires, utiles ou agréables, mis à la disposition des hommes en général, et de chaque groupe d'hommes en particulier. Le soldat, le prêtre, le médecin, le politicien et l'homme de loi n'ajoutent rien à la richesse d'un pays ; ils ne font, quand ils s'acquittent bien de leur devoir, que la conserver. Ils ne fournissent ni à nos besoins, ni à nos plaisirs ; ils remédient à nos défauts, ils nous défendent contre le danger. Si nous avions moins de défauts, si nous courions moins de dangers, nous pourrions nous passer d'eux.

Encore faut-il distinguer, parmi les professions improductives, les métiers privés et les fonctions